

L'Espagne d'une politique au féminin à une politique féministe

Carole Viñals

► **To cite this version:**

Carole Viñals. L'Espagne d'une politique au féminin à une politique féministe. Nouveaux Imaginaires du Féminin, Dec 2017, Nice, France. Nouveaux Imaginaires, 2017. <halshs-01665668>

HAL Id: halshs-01665668

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01665668>

Submitted on 16 Dec 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

L'Espagne d'une politique au féminin à une politique féministe

Carole Viñals, Maître de Conférences, Université de Lille, Carole.vinals@univ-lille3.fr

Résumé : Après la crise de 2008 qui a ébranlé l'Espagne et les mouvements sociaux qui en ont résulté, le féminisme et les questions de genre qui avaient déjà été au cœur de la politique de Zapatero ont gagné une nouvelle forme de visibilité. Désormais les deux capitales Madrid et Barcelone sont gouvernées par deux figures de femmes « puissantes », Manuela Carmena et Ada Colau. Mais ces deux femmes défendent deux postures différentes par rapport au féminisme. Alors que la première, qui appartient à la génération qui a connu le franquisme, met en avant la notion de la culture féminine, la seconde, née en 1974, défend ouvertement une politique féministe qui imprègne de manière transversale toute sa politique municipale.

Mots-clés : Féminisme espagnol, Ada Colau, Manuela Carmena, Barcelona en Comú, féminisme politique

L'Espagne est l'un des rares pays au monde où, en théorie du moins, le genre et la violence genrée sont reconnus en tant que tels. Les lois de 2004 et 2007 sont exemplaires à plus d'un égard. Á grands renforts de lois et de spots publicitaires les socialistes du gouvernement Zapatero se sont efforcés de transformer les mentalités espagnoles en profondeur.

Il ne faut donc pas s'étonner qu'en juin 2017 Barcelone ait accueilli « Le Sommet des villes sans peur, villes citoyennes et féministes » grâce aux efforts d'Ada Colau, maire nouvellement élue, activiste du droit au logement et féministe engagée. A Madrid, une autre figure, celle de Manuela Carmena, incarne une autre posture. Générationnellement opposées, ces deux maires représentent deux attitudes possibles face aux inégalités dans notre société. Carmena défend la « culture féminine » alors qu'Ada Colau assume un féminisme plus combatif.

Notre réflexion s'articulera autour de trois questions : la présence des femmes dans la politique espagnole, la féminisation de la politique et la possibilité d'une politique féministe. Alors que la maire de Madrid refuse le féminisme, Ada Colau le

revendique ouvertement. Mais tout cela pourrait-il déboucher sur une transformation sociale profonde ?

1. La présence des femmes dans la politique espagnole

Historiquement, en effet, les femmes ont toujours été écartées de la participation sociale et politique. Malgré un petit ghetto de femmes s'occupant des questions féminines, le fait que les partis soient nés masculins légitime le plus souvent dans l'imaginaire collectif l'existence d'une classe composée d'hommes dans laquelle les exceptions féminines revêtent parfois un caractère monstrueux. Alors que les femmes constituent la moitié de la population elles sont loin de détenir la moitié du pouvoir et l'entrée des femmes dans les lieux de décision a été très lente. Lorsque la commission européenne a pris conscience du problème, des mesures ont été adoptées pour tenter d'instaurer la parité, autrement dit l'égalité des sexes en politique. Le principe de la non-discrimination de sexe figure aujourd'hui dans la plupart des Constitutions des pays européens.

L'Espagne fait partie des cinq pays qui ont pris de mesures pour instaurer la parité. Si les femmes n'y votent que depuis 1978, on constate pourtant depuis le passage à la démocratie un grand dynamisme les mouvements féministes dans un pays où la vision machiste des rapports était profondément ancrée. La division sexuelle entre sphère publique et sphère privée n'a été remise en cause dans bien des cas que grâce aux lois de 2004 et 2007. En Espagne, la notion de « participation équilibrée » figure dans la Loi organique pour l'égalité des hommes et des femmes, adoptée en 2007 qui définit explicitement que « la proportion d'individus de l'un et l'autre sexe n'est pas supérieure à 60%, ni inférieure à 40% ». Le cas du PS espagnol empêtré dans une crise profonde est à cet égard exemplaire : les socialistes ont réduit la taille de l'exécutif, qualifié de « démocratie paritaire », ils ont eu recours à des primaires, à la limitation des mandats électoraux, au rôle distinct attribué aux sympathisants... Tout ceci a eu pour effet l'entrée des femmes en politique.

Alors que les femmes sont très présentes dans les mouvements sociaux actuels, un nouveau changement dans la composition du personnel politique semblait essentiel. Cela a marqué un nouveau tournant. Des événements récents comme le 15M en 2011 ont

considérablement changé la donne. Madrilènes et Barcelonais indignés et mécontents ont rejeté les candidats traditionnels en 2015.

La coalition qui a porté Manuela Carmena à la mairie de la capitale d'Espagne, Ahora Madrid, est en effet issue d'une plateforme mêlant mouvements sociaux et partis politiques de gauche. Carmena est une figure du combat contre le franquisme. Avocate à une époque où les femmes étaient considérées comme des objets, elle a échappé de justesse à un attentat meurtrier, celui du cabinet d'avocats de la calle Atocha en janvier 1977. Elle a aussi continué de prendre le métro dans les années 90 malgré les menaces que faisait peser sur elle l'ETA. L'arrivée de cette femme dans une ville traditionnellement gouvernée par le PP a suscité de gros espoirs mais aussi des déceptions.

Quant à Ada Colau, elle est maire de la deuxième ville d'Espagne et n'est jamais passée par les bancs de l'opposition. Elle se dit du côté des perdants. Sa coalition, Barcelona en Comú (Barcelone en commun), soutenue par Podemos, est arrivée en tête avec seulement 25% des voix. Ada Colau s'est rendue célèbre comme porte-parole de la PAH, une importante association de défense du droit au logement, qui a été le fer de lance des protestations sociales.

Ces deux femmes manifestent en effet une volonté de secourir les plus faibles et de réduire, à la modeste mesure de leurs villes, les inégalités économiques. Carmona et Colau sont aussi des femmes politiques exceptionnelles dans leur rapport à l'argent, un rapport qui vient très certainement de la relation qu'elles entretiennent avec le pouvoir : Carmena est une ancienne juge à la retraite et une femme politique occasionnelle et Colau vient des milieux les plus contestataires. Aussi bien Carmena que Colau sont des femmes modestes pour lesquelles l'argent n'est pas tout et elles se contentent d'émoluments modestes, beaucoup plus modestes que leurs prédécesseurs, se démarquant ainsi d'une classe politique espagnole marquée par les scandales financiers et détournements de toutes sortes. Colau empoche 14 mensualités de 2200 euros nets par an, pas un centime de plus, ce qui pour une personnalité dans sa situation est tout à fait modeste. Le reste des 80115 euros annuels de sa rémunération officielle de maire est versé à Barcelona en Comú pour le financement de projets sociaux. Elle s'efforce ainsi de rester dans la réalité et de ne pas tomber dans les travers de beaucoup de politiques coupés de la masse de leurs concitoyens. De plus, deux fois par mois, elle quitte sa mairie

pour aller à la rencontre des habitants de la ville, dans des assemblées de quartier ouvertes à tous.

La présence de ses deux femmes a évidemment une dimension symbolique. Sont-elles un « empoderamiento » (« empowerment ») des femmes en Espagne, ou seulement un épiphénomène médiatique ? Ce terme, créé en 1995 lors de la Conférence Mondiale des Femmes à Pékin signifie une participation accrue des femmes aux processus de prise de décision et d'accès au pouvoir. La politique n'est en effet pas seulement un cadre institutionnel. Le politique est aussi un « espace agonistique de mobilisation et de lutte » (Mouffe, 2010 : 34). Toutes deux à la tête de coalitions issues des mouvements sociaux, Carmena et Colau n'en incarnent pas moins des visions très différentes de la mobilisation sociale et de la lutte féministe. Il est difficile de lutter contre l'ordre patriarcal mais dès lors que les femmes s'inscrivent dans le jeu politique, elles s'inscrivent aussi dans des rapports de force, et contribue ainsi à la modification de leur statut.

2. Faire de la politique autrement

Aujourd'hui encore, la présence des femmes en politique a une forte valeur symbolique. Elles y transforment l'espace public. Dans ces villes, ce sont des femmes qui ont porté l'espoir de faire de la politique « autrement ». On peut donc désormais parler de féminisation de la politique en Espagne, au moins au niveau municipal. Dans le film *Alcaldessa* on suit ses pas pendant un an, depuis sa candidature à *Barcelona en Comú* jusqu'à son investiture. Elle y laisse éclater son rire mais aussi sa tristesse lorsque son fils lui manque. Ada Colau a souvent montré ouvertement ses émotions comme devant une commission du Parlement, en février 2013, lorsqu'elle avait qualifié le président de l'Association espagnole des banques de « criminel ». Elle avoue dans ce documentaire que les femmes en politique doivent sembler très fortes, arrogantes, exactement comme se comportent les hommes en société (Butler, 1990 : 48) Si une femme n'accepte pas la norme masculine, elle court le risque de ne pas être acceptée dans le groupe. Dans ce film apparaît une nouvelle manière de faire de la politique et sa victoire à Barcelona implique un fort changement culturel.

Il ne s'agit donc pas pour Bescansa, Colau ou Carmena d'un pur renversement de la détention du pouvoir, qui produirait une *resoumission* à l'ordre patriarcal. Dans ce

sens, il ne s'agit pas d'être femme pour sortir du pouvoir « phallique ». Il est question plutôt de s'affirmer comme femme, comme mère, comme grand-mère (dans le cas de Carmena), de prendre la parole comme femme, du lieu même de leur condition de mères, et aussi de parler à tous, hommes et femmes. Il ne s'agit donc pas de renoncer à des comportements mais de les assumer pleinement et de les étendre. Manuela Carmena est en effet grand-mère et aussi gérante d'un magasin de vêtements pour bébés confectionnés par des recluses de la prison d'Alcalá.

La question de la maternité dans la politique est notamment devenue un débat public en Espagne. La présence du bébé de Carolina Bescansa pendant une séance du congrès après les élections du 20 décembre a eu un gros impact. Bien sûr Bescansa a été très critiquée, mais elle a surtout suscité un débat intéressant. Il est vrai que son statut économique privilégié lui aurait permis de confier son bébé à une femme plus modeste, en général une latino-américaine, mais ce serait au détriment de son rôle de mère et ce genre de conflit est parfaitement étranger aux hommes. Ada Colau revendique aussi son rôle de mère et son droit à être auprès de ses enfants. Selon Colau, il faudrait pouvoir concilier famille et responsabilités et non renoncer à la maternité. A son retour du sommet de Bogota, Ada Colau a annoncé qu'elle était enceinte. Loin de cacher la maternité comme beaucoup de femmes sont amenées à le faire pour se rendre crédibles, ces femmes ont fait le choix de mettre en avant cet aspect de leurs vies sans renoncer pour autant à assumer de hautes fonctions. On peut être mère et femme politique.

Carmena croit à une autre manière de faire de la politique : l'*empowerment* serait une subversion du pouvoir par le bas, non d'un renversement pour reproduire les mêmes structures de domination, mais à l'inverse. Le maire de Madrid se présente comme une femme politique occasionnelle, elle prend le métro et apporte ses « rosquillas » faites maison au conseil municipal, elle envoie des dessins aux enfants de maternelle comme le ferait une grand-mère... Elle marque ainsi sa différence par rapport à ses collègues masculins. Sur la photographie de couverture du livre *Porque las cosas pueden ser diferentes* on la voit debout chevauchant un vélo. Pour sa campagne, elle ne disposait que de 150 000 euros et se contentait de petites réunions dans les quartiers. Elle croit aux petites initiatives et a mis en place une méthode participative pour rénover de nombreux quartiers. La politique municipale aux mains des femmes supposerait une autre manière de gouverner et non une inversion des genres : il s'agirait désormais d'être

à l'écoute, conciliante et non autoritaire, humble et serviable. La femme politique constituerait ainsi un nouveau modèle pour toute la classe politique : une autre manière de gouverner. La société nous ayant amenées à adopter des attitudes différentes, lorsqu'une femme est au pouvoir, il lui appartient de gouverner à sa manière, une manière féminine cohérente avec une culture qui lui est propre. « Absentes de la scène publique d'où elles étaient exclues, les femmes ont fabriqué d'autres comportements, épelé un alphabet d'une autre histoire secrète, circulant souterrainement comme dans un relief calcaire où les pertes resurgissent en sources surprenantes » comme le souligne Michelle Perrot dans sa préface au livre de Carmena *Parce que les choses peuvent être différentes...* (2016 :14). Le titre est évocateur. Un autre avenir est possible si les femmes prennent le pouvoir. Elles peuvent imposer de nouvelles normes, banaliser d'autres comportements, implanter de nouveaux modèles. Cette septuagénaire incarne l'espoir d'un futur différent à inventer. Les points de suspension du titre suggèrent une promesse d'avenir pour tous (hommes et femmes) mais restant encore à définir. Dans son livre Carmena met en avant une « culture non-violente féminine-féministe aujourd'hui devenue nécessaire » (2016 : 56) dans une société fatiguée des valeurs machistes, verticales, d'autorité, et qui refuse le dialogue dans une Espagne où les rapports d'autorité ont été solidement implantés dans les esprits par une culture patriarcale renforcée par la mémoire de la dictature. Selon Carmena, la culture féminine serait une culture différente, aux valeurs horizontales, plus souples, sans violence mais persuasive, où l'habileté remplacerait le rapport de force. En effet, Carmena mise sur les politiques collaboratives et la recherche du compromis... Le mythe des deux Espagnes serait donc remplacé par une culture plus conciliante, moins guerrière et délaissant les manichéismes destructeurs. Elle juge la politique telle qu'elle est pratiquée depuis toujours en suivant le modèle patriarcal trop violente, et aspire à des valeurs plus féminines d'empathie, de concertation et d'écoute.

Ses propos sont guidés par un pragmatisme et une volonté de toujours faire primer le dialogue sur l'affrontement. Cette manière d'agir qui consiste à tisser des liens, rassembler, dialoguer, faire taire son ego, est pour elle un modèle de comportement politique que devraient mettre en pratique tout un chacun, hommes compris. Il ne s'agit plus pour les femmes de singer des comportements masculins, d'être plus féroce, et plus compétitives. Au contraire, Carmena met en avant ce qu'elle considère comme étant le

propre de la « culture féminine » et propose un autre modèle politique et social. Un maire, un ministre, un chef d'entreprise devrait se comporter comme une mère de famille prenant soin de ses enfants et cherchant à éviter tout conflit. Manuela Carmena aime évoquer ce qu'elle appelle la « culture féminine ». Ses analyses sur les femmes sont fondées sur la réalité d'une situation :

Regardez la société : où allons nous chercher les soins ? Qui les prodigue ? Qui s'occupe de nos enfants, de nos anciens ? Ces métiers du « prendre soin » sont surtout exercés par des femmes, c'est un fait. Ce sont des professions essentielles, mais souvent dépréciées et mal rémunérées. Il faut comprendre pourquoi, et y remédier. Toute entreprise devrait se demander, avant d'entamer un quelconque projet, comment prendre soin de ses employés, et de tout individu en général (Rahal, 2015).

Elle fait un constat et entend partir du réel et non d'une utopie. Il s'agit de prendre acte des fonctionnements sociaux et de la répartition objective des tâches à l'heure d'aujourd'hui : ce sont les femmes qui soignent et qui éduquent, dans l'espace familial et aussi dans l'espace social (les crèches, les hôpitaux, les écoles, les maisons de retraites...). Il ne servirait à rien de refuser de reconnaître cet état de fait. Les femmes ont intériorisé des rôles qu'elles endossent naturellement. Il faut donc mieux rémunérer ces femmes qui soignent et qui éduquent, qui aident, qui accompagnent... Il ne s'agit pas pour Carmena de les pousser vers d'autres tâches mais de les valoriser davantage en reconnaissant matériellement à travers le salaire la valeur de leur travail. Carmena ne veut pas bouleverser les rôles mais au contraire améliorer les conditions de travail des femmes qui exercent des métiers traditionnellement féminins. Elle semble vouloir élargir cette « culture féminine » qui consiste à prendre soin des autres à l'ensemble de la société. Et à la question de Sophie Rahal sur les défis du féminisme contemporain, Carmena répond : « Il faut développer cette culture de la femme plutôt que le pouvoir des femmes. Cette expression a plus à voir avec des revendications purement féministes, tandis que la culture féminine est la revendication d'un féminisme plus large, qui englobe un monde plus moderne. » (Rahal, 2015). Elle oppose ainsi ce qu'elle appelle le féminisme « large » au féminisme tout court par rapport auquel elle semble prendre ses distances. Selon elle, il faudrait inventer un nouveau féminisme. Il s'agirait d'imposer un modèle de société basé sur le modèle matriarcal. La notion de « culture féminine » rappelle les théories de Simmel : la femme est celle qui donne et établit des liens sociaux.

Pour Simmel, l'« âme féminine » diffère de l'esprit masculin et l'accession des femmes à la culture moderne masculine remettrait en cause la spécificité d'une culture spécifiquement féminine car ces dernières « perdent la créativité de leur propre travail culturel » et « elles ne sont pas à la mesure des formes qui s'offrent ainsi à leurs forces » (1988 : 79).

A certains égards les aspirations de Carmena sont très différentes de celles de Colau. La maire de Barcelone rêve de « una Barcelona en común, social y democrática con las mujeres y para las mujeres, en beneficio de todas y todos » (*Pikara*, 6/5/2015). Elle incarne pourtant elle aussi une autre manière de faire de la politique. Elle a une empathie et un rapport à la rue essentiel aujourd'hui. Colau n'est pas seulement la première femme maire de Barcelone, c'est aussi la première maire féministe. Colau a même déclaré que pour faire « una ciudad más justa, innovadora y solidaria también necesitamos el feminismo » (*Pikara*, 6/5/2015). Pour elle il faut davantage de femmes, mais surtout, il faut absolument subvertir les modèles patriarcaux. Pour elle, une politique d'égalité est avant tout une bataille culturelle : « Necesitamos más ojos, manos y cerebros de mujeres para superar el androcentrismo cultural » (*EuropaPress/Catalunya*, 8/3/2017). Colau, comme Carmena, voudrait que le travail des femmes soit reconnu davantage : « Mientras continúen negándose a reconocer nuestra tarea como un trabajo y nuestras vidas igual de valiosas que las de cualquiera, repetiremos una y otra vez : Intentadlo hacer sin nosotras. Seguro que no podréis » (*Ibid*). Les femmes sont essentielles aux avancées sociales.

Dans le film *Alcaldessa* on voit aussi qu'en politique il y a une part de spectacle et qu'il faut soigner son apparence. C'est particulièrement le cas lorsqu'il s'agit des femmes qui sont constamment jugées pour leur physique, même lorsqu'elles font de la politique et sont aussi peu coquettes que Colau. Les femmes sont un objet de contemplation et chacune des parties de leur corps est jaugée. On parle souvent d'une femme jeune de manière critique. Et si elle est séduisante sa carrière est attribuée à ses charmes et non à sa compétence. Ce fut le cas de Inés Arrimadas : sa beauté était constamment commentée au Parlement catalan. Les corps des femmes sont scrutés. Ne pas être séduisante est aussi un handicap. Les députées de la CUP étaient souvent qualifiées de « laiderons » par les médias. Cette attention portée au physique est une constante lorsqu'il s'agit de femmes. Si une femme est belle, le poste qu'elle occupe est dû à ses

charmes. Si elle manque de charme, elle devient repoussante et provoque le rejet du discours qu'elle véhicule. Les femmes sont souvent jugées essentiellement sur leur physique. Ce sont des stratégies pour les rabaisser.

De plus, en politique, comme dans d'autres domaines mais cela est particulièrement lorsque la compétition pour le pouvoir est aigüe, les femmes sont constamment remises en question et se remettent en question elles-mêmes, ayant intériorisé la norme selon laquelle elles seraient inférieures. Dans un vieux texte la féministe Amelia Valcárcel proclamait le « derecho al mal » comme étant salubre (2002, 28). On est plus exigeant vis-à-vis des femmes. Amorós a souligné que le niveau d'excellence exigé aux femmes en politique est bien supérieur à celui que l'on exige des hommes :

Yo creo que la principal reivindicación de un feminismo que quiera verdaderamente mantener su garra reivindicativa y revolucionaria es luchar por el "derecho al mal". No tenemos opción ante el hecho de que los varones son los detentadores de la universalidad en cuanto sujetos de la vida social y sujetos dominantes —que, por lo tanto, definen los valores dominantes. (Amorós, 1994 : 58)

Changer les valeurs apparaît donc comme une étape essentielle si l'on veut bouleverser les normes du patriarcat. Aujourd'hui beaucoup de choses, dont le modèle économique sont remises en question. L'apparition de Carmena et de Ada Colau sur la scène politique est, il faut le souligner, le fruit de circonstances politiques exceptionnelles. Les mouvements sociaux en Espagne ont bouleversé le paysage politique avec l'apparition de nouveaux partis et on parle même de « révolution démocratique ». Les citoyens espagnols demandent davantage de radicalité démocratique, plus de coopération et moins de compétition : « la ciudadanía está pidiendo políticas con más proximidad, más radicalidad democrática, más cooperación y menos competición, que sitúen la vida de las personas en el centro de la agenda. Y eso es bueno no solo para las mujeres, sino que cada vez hay más hombres que se apuntan » (Navarro, 23/10/2016). Plus de démocratie et plus de coopération implique davantage de présence féminine. On met souvent en rapport féminisme et municipalisme. Alors qu'on critique la manière de faire de la politique, l'espace municipal est un espace d'expérimentation pour ces nouvelles pratiques. Il s'agit d'un espace plus réduit que l'espace national. Il permet donc de se livrer à une série d'expériences. Colau a affirmé ouvertement sa volonté de « féminiser la politique ». Et elle a commencé à afficher cette

volonté alors qu'elle était le porte-parole de la PAH. Cette plateforme issue d'une volonté citoyenne est principalement constituée de femmes car les mouvements citoyens actuels ont largement contribué à rendre visible cette moitié de l'humanité. Féminiser la politique signifie pour elle mettre fin à cette anomalie politique selon laquelle la moitié de l'humanité est si peu représentée dans les médias et les centres de pouvoir.

3. La possibilité d'une politique féministe

Depuis l'arrivée de ces femmes aux pouvoirs municipal, de grands changements sont apparus, ce qui tendrait à nous faire croire qu'avoir une politique ouvertement de genre comme Colau ou mettre en avant la « culture féminine » implique aussi un changement réel qui va au-delà du genre et de la « culture féminine ». Les changements sont particulièrement visibles à Barcelone. La présence d'Ada Colau a transformé les formes et en transformant la forme le fond a aussi été changé. Le cas de Barcelone le montre : la féminisation de la politique va en effet bien au-delà de la présence des femmes. L'Espagne et en particulier Barcelone constituant une sorte de laboratoire en ce sens. Les rapports sont devenus plus inclusifs et moins violents car on intègre des hommes. Colau se revendique ouvertement féministe. Pour elle, le féminisme est un combat transversal, une lutte globale sans frontières alors qu'il s'est longtemps trouvé en marge des institutions. C'est la première fois qu'une femme est maire de Barcelone et tout le monde l'observe d'autant plus qu'elle vient de l'activisme et a longtemps critiqué le pouvoir et ceux qui l'exerçaient. Ada Colau est donc tout un symbole et son gouvernement municipal a été le premier à se déclarer féministe. Elle a même créé une *Consejería de Feminismos y LGTBI*. À Barcelone, le genre est devenu une priorité. Un Plan de Justice de Genre a même été construit, et une campagne contre les violences machistes a vu le jour. La présence d'une femme féministe est en train de promouvoir des politiques féministes à Barcelone mais aussi de lutter contre les inégalités en général. La presse s'est fait l'écho de ce changement profond :

Según ha informado la organización de este Encuentro de Periodistas con Visión de Género, Colau ha explicado la política municipal con una perspectiva transversal de género y ha comentado que «el 30% de las mujeres hemos padecido agresiones machistas graves a lo largo de nuestra vida. Y digo, hemos padecido, porque me siento incluida —ha apostillado—» (ABC, 15/4/2016)

Il est important de souligner que la revue *Pikara* a vigoureusement soutenu Barcelona en Comú et dans un article publié le 05/05/15 les journalistes prétendent « expliquer qué hay detrás de frases como “Barcelona tiene nombre de mujer” ». Selon *Pikara*,

Por un lado, la fuerza y convicción de Ada Colau con las políticas de género es un reflejo de la convicción de todo el equipo de Barcelona En Comú; y, por otro, se reconoce el tremendo esfuerzo de un eje de género y diversidad sexual en el que han confluído activistas feministas y LGTBI, reconocidas activistas de movimientos sociales, académicas, expertas en temas específicos como coeducación, violencia, ocupación... y otras tantas mujeres sin etiqueta que creen en el proyecto que supone Barcelona en Comú para la ciudad condal. Todo ese empeño se ha unido para diseñar una ciudad comprometida con el bienestar (*Pikara*, 5/5/2015).

La revue féministe a même fait le décompte du nombre de femmes :

En Barcelona vivimos 844.070 mujeres, de un total de 1.602.386 habitantes. Y vivimos marcadas por la precariedad que establecen las diferencias salariales, la segregación laboral (tanto vertical como horizontal) y los altos índices de contratos temporales y parciales, mayoritariamente femeninos. Todo ello se ve agravado por una tasa de paro que llega al 41,7% en edades comprendidas entre los 30 y los 54 años. Tenemos peor salud, mayor pobreza y, además, sufrimos el azote de la violencia machista que no cesa (ha afectado a más del 26% de barcelonesas a lo largo de su vida). Cinco mujeres murieron en 2014, una de ellas después de ser atendida por los servicios municipales (*Pikara*).

L’objectif de Barcelona en Comú serait : « Recuperar valores como la solidaridad, la cooperación y verterlos en la convivencia entre el gobierno municipal y la ciudadanía, feminizando la política ». La politique féministe de Colau a ceci de particulier qu’elle ne se concentre pas sur les classes privilégiées comme c’est habituellement le cas. L’équipe municipale de Colau part de la base, de milieux modestes étrangers à la politique telle qu’elle se pratique habituellement. Il s’agit d’incorporer le tissu social, communautaire et coopératif. La nouvelle équipe se définit donc comme :

Una ciudad que se comprometa seriamente con la lucha contra la violencia machista, la lesbofobia, la bifobia, la homofobia y la transfobia, no sólo desde la atención sino también desde la prevención, la transformación profunda de los valores sociales y la visibilización institucional del carácter profundamente antidemocrático de estas violencias.

Ils vont jusqu’à affirmer : « En resumen, queremos cambiar el modelo de ciudad y ponerlo al servicio de la ciudadanía, reducir las diferencias entre los barrios y apostar por transversalizar el género en todas las políticas del Ayuntamiento de Barcelona. ». Féminisme et progrès social sont inséparables, contrairement à l’opposition qu’on établit

généralement entre mouvements féministes (qui concerneraient les catégories les plus favorisées) et mouvements sociaux (qui concerneraient les plus pauvres). Une politique féministe doit être transversale et donc concerne tous les habitants, même les hommes :

Una Barcelona feminista no será posible si seguimos relegando a un área sectorial “de la mujer” o “de la igualdad” la responsabilidad de diseñar, implementar y evaluar las políticas de género. Desde Barcelona En Comú situamos como una prioridad transversal del conjunto de políticas del Ayuntamiento la lucha contra las desigualdades y discriminaciones por razón de género, identidad y orientación sexual. (*Pikara*)

Seule la transversalité permettrait donc de changer les politiques sociales et de genre pour apporter un nouveau regard sur l'ensemble de la société.

Conclusion

La situation des femmes espagnoles a considérablement évolué depuis la fin de la dictature franquiste. En Espagne tout le monde se souvient de la mobilisation féministe contre Gallardon et sa loi qui voulait rétablir l'interdiction de l'avortement appelée hypocritement loi de défense du fœtus. Le ministre avait dû démissionner.

Les figures de Manuela Carmena et Ada Colau sont bien sûr le fruit d'un volontarisme égalitaire de la part du gouvernement socialiste espagnol mais elles le sont aussi des mouvements sociaux générés par la crise.

Assumant toutes deux leurs rôles traditionnels de grand-mère et de mère, ces deux femmes incarnent aussi une volonté de transformer les modèles sociaux qui régissent la politique. Leur volonté de changement s'accompagne aussi d'un espoir d'égalitarisme plus large dans une société économiquement plus équitable. Une utopie pouvant devenir réalité ?

Bibliographie

ABC Cataluña, 15 avril 2016, http://www.abc.es/espana/catalunya/barcelona/abci-colau-necesitamos-feminismo-para-barcelona-mas-justa-201604151726_noticia.html

AMOROS Celia, *Igualdad y diferencia*, Universidad Nacional Autónoma de México, 1994.

CARMENA Manuela, *Parce que les choses peuvent être différentes*, Montpellier, Indigènes Editions, 2016.

BUTLER, Judith, *El género en disputa. Feminismo y la subversión de la identidad* (1990), Madrid, Paidós Ibérica, 2007

- EUROPAPRESS/CATALUNYA, 8/3/2017, « Colau avisa que la lucha feminista es sobre todo una batalla cultural », <http://www.europapress.es/catalunya/noticia-colau-avisa-lucha-feminista-todo-batalla-cultural-20170308193658.html> (page consultée le 30 juin 2017)
- IRIGARAY, Luce, *Ce sexe qui n'en est pas un*, Colection Critique, Paris, 1977.
- MOUFFE, Chantal, « Quelques remarques au sujet d'une politique féministe », in *Les rapports sociaux de sexe*, Coordonné par Annie Bidet Mordrel, Paris, PUF, 2010.
- NAVARRO, Nuria, *El Periódico*, 23/10/2016, « El gobierno de Ada Colau se declara feminista », <http://www.elperiodico.com/es/mas-periodico/20161023/ada-colau-y-el-gobierno-feminista-de-barcelona-5580160> (page consultée le 23 juin 2017)
- Pikara*, 6/5/2015, <https://barcelonaencomu.cat/es/post/una-barcelona-en-femenino-y-feminista>
- SERRA CARNE, Joan, *Ada, la rebel·lió democràtica. L'activista reinventada en alcaldessa*, Ara LLibres, 2016.
- RAHAL, Sophie, Entretien, Téléràma, le 24/09/2016. <http://www.telerama.fr/idees/manuela-carmena-la-maire-de-madrid-qui-ebanle-la-politique.147762.php> (page consultée le 27 avril 2017).
- SIMMEL, Georg, *Philosophie de l'amour*, Rivages-Poche, Paris, 1988.
- VALCARCEL Amalia, *Ética par un mundo global*, Temas de hoy, Madrid, 2002.